



PREFET DE LA MAYENNE

**DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION
ET DES LIBERTÉS PUBLIQUES**

BUREAU DES PROCEDURES
ENVIRONNEMENTALES ET FONCIERES

INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté n° 2013365-0011 du 31 décembre 2013

**portant mise en demeure à l'encontre de la SCEA de la Tremblaie,
exploitant une maternité collective porcine
au lieu-dit « La Haute Tremblaie » à Parné sur Roc**

**Le préfet de la Mayenne,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,
Chevalier de l'ordre du Mérite agricole,**

Vu le code de l'environnement, livre Ier, Titre VII, et notamment ses articles L. 171-6 et suivants, livre V, Titre Ier, et notamment ses articles R. 512-2 et suivants ;

Vu l'arrêté ministériel du 7 février 2005 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages porcins soumis à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2008-P-426 du 7 avril 2008 autorisant la SCEA de la Tremblaie, dont le siège social se situe au lieu-dit « La Haute Tremblaie » à Parné sur Roc, à exploiter, après extension, sur ce même site, un élevage porcin comprenant 905 truies, 2 verrats et 128 cochettes, soit un total de 2 849 animaux équivalents ;

Vu le recours formé par la Fédération pour l'Environnement en Mayenne, auprès du tribunal administratif de Nantes, visant à obtenir l'annulation de l'arrêté préfectoral susvisé ;

Vu le jugement du tribunal administratif de Nantes du 22 novembre 2013, annulant l'arrêté du préfet de la Mayenne du 7 avril 2008 ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 20 décembre 2013 confirmant la poursuite de l'exploitation et proposant une mesure de mise en demeure ;

Vu le courrier adressé le 30 décembre 2013 à la SCEA de la Tremblaie l'avisant de la procédure de mise en demeure qui va être prise à son encontre, conformément aux dispositions de l'article L. 171-6 du code de l'environnement ;

Considérant qu'en application de l'article L. 11 du code de justice administrative, le jugement est exécutoire ;

Considérant que la SCEA de la Tremblaie exploite ses installations porcines sans l'autorisation requise ;

Considérant qu'aux termes de l'article L. 171-7 du code de l'environnement, «*indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, lorsque des installations ou ouvrages sont exploités (...) sans avoir fait l'objet de l'autorisation (...) requise en application du présent code, (...), l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine* » ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Mayenne ;

ARRETE

Article 1^{er} : La SCEA de la Tremblaie, exploitant un élevage porcin sans autorisation, sur le site de « La Haute Tremblaie » à Parné sur Roc, est mise en demeure :

- soit de déposer, **sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté**, un dossier de demande d'autorisation complet, sollicitant la régularisation administrative de ses installations. Afin de tenir compte des énonciations du jugement du tribunal administratif de Nantes du 22 novembre 2013, ce dossier devra notamment justifier de l'équilibre de la fertilisation des sols en ce qui concerne le paramètre phosphore.

Dans le cas où des mesures transitoires seraient imposées, celles-ci ne préjugeraient pas de la décision qui interviendrait à l'issue de la procédure de régularisation prescrite par la présente mise en demeure.

et de déposer **dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté** un dossier de mise à jour de son plan d'épandage permettant une fertilisation équilibrée et correspondant aux capacités exportatrices réelles de la culture ou de la prairie concernée.

- soit de cesser son activité en situation irrégulière.

Article 2 : Si la SCEA de la Tremblaie ne défère pas à la mise en demeure de régulariser sa situation, il pourra être :

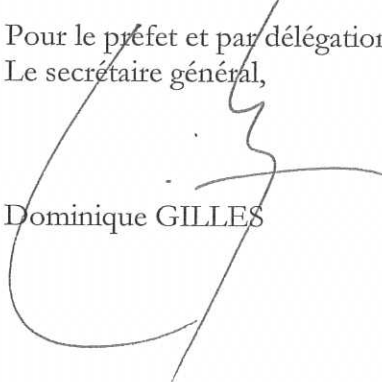
- fait application des sanctions administratives prévues au II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement (consignation d'une somme, exécution d'office des mesures prescrites, suspension du fonctionnement, paiement d'une amende au plus égale à 15 000 euros et astreinte journalière au plus égale à 1 500 euros),
- ordonné la fermeture ou la suppression des installations, ainsi que la remise en état des lieux,

indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, et définies par les articles L. 173-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 3 : Le présent arrêté sera notifié à la SCEA de la Tremblaie par courrier recommandé avec accusé de réception. Une copie sera adressée à la mairie de Parné sur Roc et pourra y être consultée.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, le maire de Parné sur Roc, le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,


Dominique GILLES

IMPORTANT

Délai et voie de recours (article L 515-27 du Code de l'Environnement - Titre 1^{er} du Livre V) :

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Nantes. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le délai de recours est porté à un an à compter de l'affichage ou de la publication de l'acte, pour les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements. Toutefois, ce délai est, le cas échéant, prolongé de six mois à compter de la mise en activité de l'installation.